



En débat

Ces questions qui fâchent à gauche...

Douze thèmes, une quarantaine de contributions et au moins huit semaines de confrontations d'idées : c'est ce que « Politis » propose à ses lecteurs. Première salve de questions et de réponses...

La gauche doit-elle se définir comme « anti-capitaliste » ou « antilibérale », ou encore « anti-néolibérale » ? Est-elle pour l'économie de marché, pour une économie administrée, pour un système mixte ? Peut-elle envisager que les missions de service public soient confiées au privé ? Considère-t-elle que la croissance est en soi réactionnaire ? Comment concilie-t-elle le droit au travail et une société du temps libre ? Un système fiscal peut-il permettre de redistribuer les richesses ? Comment la gauche se situe-t-elle par rapport au nucléaire ? Souhaite-t-elle un protectionnisme européen ? Quelle politique de l'immigration ?

Voilà quelques-unes des questions – parmi d'autres – que nous avons choisi de poser à partir de cette semaine à des intellectuels engagés, des universitaires, des militants qui ont bien voulu prendre la plume pour nous. Leurs réponses ou leurs réflexions seront publiées pour une grande partie dans *Politis* et sur notre site, et en totalité sur le site de la revue *Mouvements*, avec laquelle nous nous sommes associés pour la circonstance (1).

Nous avons défini douze grandes « questions qui fâchent à gauche ». Il s'agit de questions gigognes qui chaque fois en appellent plusieurs autres. Nos auteurs – ceux, nombreux, qui ont bien voulu répondre à notre invitation – ont ainsi une grande liberté pour traiter la question qu'ils ont choisie ou que nous leur avons proposée. Évitez d'abord deux malentendus : nous n'avons nulle prétention à l'exhaustivité, et nous n'avons pas voulu élaborer un « programme ». Nous avons ainsi laissé de côté ce qui fait à peu près consensus. Les thèmes choisis font donc réellement débat, et nous avons voulu les exprimer

de façon ouverte : il n'y a pas ici de réponses induites ou contenues dans la question. Encore une précision : nous ne cessons de parler de la « gauche », mais de quelle gauche s'agit-il ? Comme le fondateur du test d'intelligence à qui on demandait « *mais qu'est-ce que l'intelligence ?* » et qui répondait « *c'est ce que mesure mon test* », nous répondrons que la gauche dont il s'agit est celle qui se pose ces questions.

Un mot sur la méthode. Nous publions cette semaine cinq auteurs. Nous indiquons en page 11 ceux qui seront publiés la semaine prochaine. En exergue de chaque contribution, nous rappelons évidemment la « question qui fâche » à laquelle le texte se rapporte. Avec des espaces variables, nous comptons que ce débat

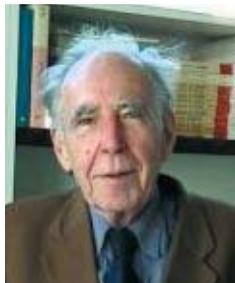
se prolongera au moins huit semaines dans nos colonnes, car il est probable et souhaitable que ces publications suscitent elles-mêmes réponses et débats. Accessoirement, cette initiative est aussi un plaidoyer pour l'écrit, qui demeure pour nous la forme privilégiée de la réflexion et donc de la démocratie. Elle se situe aux antipodes des joutes formatées sur le modèle audiovisuel. Enfin, bien que ce ne soit pas précisément le but recherché, nous trouverons dans les textes qui suivent quelques réponses de fond aux arguments faussement logiques de Nicolas Sarkozy. Sur la question du travail notamment. Bonne lecture, et à vos plumes.

DENIS SIEFFERT

(1) www.mouvements.info



La gauche est-elle pour l'économie de marché, pour une économie administrée, pour un système mixte ?



Robert Castel

Sociologue, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales*

La valeur travail ne peut être inconditionnelle

« La pensée de gauche a toujours défendu une conception du travail qui associe sa valorisation maximale, en en faisant le fondement de l'utilité sociale et de la dignité de l'individu, et la limitation de son emprise totalitaire sur la vie des hommes, en encadrant le travail par les régulations du droit. »

LA DROITE DÉVELOPPE depuis quelques années une apologie du travail qui doit nous interroger. Elle s'est affirmée à travers les critiques des lois sur la réduction du temps de travail, qui ont parfois frôlé l'hystérie. « *La France ne doit pas être un parc de loisirs* », déclarait Jean-Pierre Raffarin, alors Premier ministre, durant l'été 2003. La France est en déclin, elle est en passe de devenir la lanterne rouge de l'Europe parce que les Français ne travaillent pas assez, ont répété les représentants de la majorité gouvernementale. Pendant la campagne présidentielle, l'exaltation de « *la France qui se lève tôt* » par Nicolas Sarkozy et son slogan « *Travailler plus pour gagner plus* » ont été des éléments déterminants du succès du candidat de la droite.

Cette situation est paradoxale, parce que le travail a d'abord été une valeur célébrée par la gauche. Outre Marx, qui lui a donné sa formulation la plus radicale, tous les courants du syndicalisme et du socialisme ont fait du travail le fondement de la dignité de l'homme en société. Le travailleur est le principal producteur de la richesse sociale, il doit être reconnu dans la plénitude de ses droits sur la base de son travail, et son statut est supérieur à celui des représentants des « classes de loisir », qui tirent leurs privilèges de l'exploitation de la force de travail.

Que ce double discours puisse être tenu en fonction d'orientations politiques opposées signifie qu'il repose sur deux conceptions non seulement différentes mais antagonistes de la valeur travail. Un point doit être souligné : c'est la droite qui développe une conception inconditionnelle et illimitée de la valeur travail. Travailler est un impératif catégorique car, outre qu'il est nécessaire pour produire les richesses, le travail accomplit l'exigence morale de ne pas devenir ou rester un assisté. Cette célébration du travail va de pair avec la stigmatisation des « chômeurs volontaires », RMistes et autres bénéficiaires de prestations sociales, qui sont des « parasites sociaux », figures actualisées de ces « mauvais pauvres » condamnés pour être réfractaires au travail, même si le travail manque. Dès lors, il faut travailler pour travailler, sans être trop regardant sur les conditions et la rémunération, quitte à devenir un



La célébration du travail va de pair avec la stigmatisation des « parasites sociaux ».

travailleur pauvre, dont la condition n'est guère reluisante, sans doute, mais qui a le mérite d'obéir à l'obligation de travailler, à la différence du mauvais pauvre.

De fait, on voit se développer depuis quelques années, parallèlement à cette exaltation inconditionnelle du travail, cette catégorie de travailleurs pauvres pour lesquels le travail n'assure plus les conditions de base de l'indépendance économique et sociale (à la limite, on peut travailler et coucher dans sa voiture, ou même dans la rue). C'est aussi l'institutionnalisation de formes dégradées d'emplois, l'installation dans un précarat, en deçà du salariat classique. Cette orientation peut conduire à une société de pleine activité (c'est aussi un mot d'ordre de l'OCDE) dans laquelle tout le monde ou presque travaillerait parce que tout le monde serait obligé de travailler. Pour parvenir à la pleine activité, peut-être suffit-il d'abaisser suffisamment les exigences en termes de droit du travail et de protection sociale tout en maintenant l'impératif du travail. Le chômage de masse lui-même disparaîtrait si tout le monde était contraint de travailler

à n'importe quelles conditions. La philosophie sous-jacente à la conception de droite de la valeur travail, c'est la promotion d'une société de pleine activité qui n'aurait pas à être une société de plein emploi, si on entend par emploi un statut garanti par le droit.

À l'opposé, la pensée de gauche a toujours défendu une conception du travail qui associe sa valorisation maximale, en en faisant le fondement de l'utilité sociale et de la dignité de l'individu, et la limitation de son emprise totalitaire sur la vie des hommes, en encadrant le travail par les régulations du droit. La limitation du temps de travail a été la grande revendication de toutes les orientations syndicales, révolutionnaires et réformistes confondues. Dans l'histoire du mouvement ouvrier, la réduction du temps de travail (la journée de 10 heures, la semaine de 40 heures) a été un objectif de lutte au moins aussi constant et résolu que les revendications pour l'augmentation des salaires. L'idée qui anime ces luttes, c'est que, si le travail est essentiel, le travailleur

ne doit pas pour autant perdre sa vie à la gagner. L'espace du travail doit être circonscrit par le droit : droit du travail qui limite le temps de travail et l'arbitraire patronal, et assure un salaire décent ; droit à la protection sociale qui garantit la sécurité des travailleurs y compris hors travail (maladie, accident, retraite).

Ce n'est donc pas la pensée de gauche qui prône une conception inflationniste du travail. Elle a toujours affirmé, et doit continuer d'affirmer, une centralité du travail parce qu'on n'a pas encore trouvé d'alternative pour assurer l'indépendance économique et sociale des sujets sociaux. Mais cette indépendance gagnée par le travail est la condition de l'indépendance dans le hors-travail. La question du temps libre ne doit pas se penser contre, ni même indépendamment de la question du travail. Le travail, s'il est structuré par le droit, est plus que le travail, en ce sens qu'il libère de l'impérialisme du travail. Il libère un temps libre où peut effectivement se déployer la liberté de l'individu, affranchi des contraintes du travail par les ressources et les protections tirées de son labeur.

L'affirmation que l'importance du travail doit demeurer centrale pour la pensée de gauche doit ainsi être assortie de la prise de conscience qu'il y a travail et travail. Entre la conception actuellement mise en œuvre par la droite et celle que doit défendre un projet de gauche, il existe une franche coupure. Le statut de l'emploi élaboré dans la société salariale avait réalisé un compromis relativement satisfaisant entre les exigences de productivité du travail propres au capitalisme industriel et les protections dont bénéficiaient les travailleurs dans le travail et le hors-travail. Cet équilibre est remis en question par le nouveau régime du capitalisme qui se déploie depuis une trentaine d'années. Il appartient à un projet de gauche d'élaborer un nouveau compromis qui prendrait en compte les exigences actuelles de productivité et de mobilité du travail en leur associant de nouvelles protections pour les travailleurs. Un projet de gauche qui repenserait aussi la question de la réduction du temps de travail. Celle-ci n'est pas une idée périmée, compte tenu des possibles gains en productivité que permettrait une véritable politique de formation des travailleurs. Un authentique plein emploi ne se mesure pas à l'allongement du temps de travail, qui conduit à la dégradation de l'emploi, mais au contraire à sa réduction. Face à la formule sarkozyste « Travailler plus pour gagner plus », il faudrait rendre crédible une formule du type « Moins tu travailleras et mieux cela vaudra si tu n'as pas envie de travailler plus, pourvu que ton travail t'assure les conditions de ton indépendance économique et sociale ».

R. C.

* Dernier ouvrage paru : *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Seuil, « La République des idées », 2006.



Geneviève Azam

Économiste, membre du Conseil scientifique d'Attac

La gauche au défi du productivisme

« La pensée de gauche a toujours affirmé, et doit continuer d'affirmer, une centralité du travail parce qu'on n'a pas encore trouvé d'alternative pour assurer l'indépendance économique et sociale des sujets. »

LES DIFFICULTÉS DE LA GAUCHE dans son ensemble sont souvent analysées à partir du basculement d'une partie de la gauche social-démocrate et de ses élites dans le social-libéralisme, dans l'accompagnement consentant ou résigné des politiques néolibérales. Nous ne revenons pas sur cet aspect déjà largement développé, qui s'est cristallisé au moment de la tentative de constitutionnalisation des politiques néolibérales en Europe et de son refus par une « gauche antilibérale ». C'est cette gauche-là, aujourd'hui divisée et éparpillée, qui est à la recherche d'un socle de principes, de repères, de propositions, capables d'affronter la dissolution des valeurs qui l'ont constituée depuis le XIX^e siècle et de combattre l'adhésion d'une part des catégories populaires à l'idéologie néoconservatrice. Mais le label « antilibéral », sans compter les ambiguïtés qu'il contient, ne saurait suffire à reconstruire ces repères communs.

Entre autres, il reste un non-dit, un point aveugle, celui du productivisme. Ce dernier consiste à faire de l'augmentation continue de la production et des richesses matérielles un absolu, une finalité indiscutable, quels que soient le contenu de cette production et la manière de l'obtenir. Dans sa version « écologisée », il nourrit l'espoir d'une croissance « verte » avec l'utilisation de technologies propres et la croyance dans les possibilités infinies de substitution du capital naturel par du « capital humain » ou du capital technique. Cette idéologie a trouvé un

ancrage à gauche, car elle semble s'accorder avec l'espoir d'une émancipation sociale et politique par le travail et la production de richesses, une fois les problèmes de propriété et de redistribution résolus. Elle s'accorde également avec une philosophie de l'histoire qui voit dans le développement des forces productives le sens du progrès et la possibilité de l'arrachement à tous les déterminismes. Le combat contre l'invocation des « lois naturelles » de l'histoire et la naturalisation des rapports sociaux, fondements essentiels du libéralisme économique qui conduisent à la justification des inégalités sociales et des différentes discriminations, est un combat juste et plus que jamais nécessaire. Mais il a souvent conduit, par extension, à la négation de toute autonomie de l'environnement naturel par rapport à l'histoire humaine et sociale, et à l'oubli qu'il ne peut y avoir de vie sociale durable qui ne se préoccupe de son habitat. Il a parfois même conduit à ranger l'écologie au magasin des accessoires réactionnaires. Le pas fut franchi d'autant plus aisément que cette négation conforte l'idéal cartésien de maîtrise et de domination de la nature comme principe de constitution de l'humanité, et l'idéal positiviste confiant au progrès scientifique la mission de résolution des grands problèmes qui se posent à cette humanité.

La forte croissance d'après-guerre a favorisé l'idéal social-démocrate de correction des inégalités par la redistribution de la richesse monétaire. La croissance devient alors une condition de la justice et un objectif politique premier. Et il est vrai que, dans les années 1950-1960, dans les pays riches, la forte croissance a permis une réduction des inégalités monétaires. C'était l'époque euphorique de la croyance en la possibilité d'une croissance illimitée des richesses matérielles. C'est précisément à cette époque, en 1955, que l'économiste Simon Kuznets suggère un lien entre la croissance économique mesurée par le revenu par habitant et les inégalités : au-delà d'un certain seuil, la croissance économique s'accompagnerait de la réduction des inégalités. Le consensus autour de cette proposition fut quasi général, même si, pour les sociaux-démocrates d'alors, ce lien ne saurait se réaliser spontanément, et nécessite l'action correctrice et redistributive de l'État.

Une fois la crise advenue au tournant des années 1970, la croissance économique fut de nouveau promue comme objectif politique



« Travailler plus pour gagner plus » : un leurre pour les plus modestes.



L'idéologie productiviste fait fi des réalités écologiques.

central, majorant encore la confusion funeste entre les élites politiques et les dirigeants économiques, déjà analysée par Rosa Luxembourgeois dans son essai sur l'impérialisme. Une part de la gauche a mis dans le libre-échange généralisé, la globalisation et la déréglementation financière l'espoir d'une croissance retrouvée. Alors que, depuis les années 1960, les conséquences écologiques de la croissance, la gigantesque consommation de ressources énergétiques et minéralogiques qu'elle occasionne sont devenues des préoccupations publiques et scientifiques, la gauche, dans sa majorité, les a ignorées. Le rapport Meadows du Club de Rome en 1972 (*Halte à la croissance*), le sommet de Stockholm des Nations unies en 1972 (*Nous n'avons qu'une terre*), le rapport Brundtland sur le développement durable en 1987 ont témoigné d'une nouvelle sensibilité planétaire aux questions environnementales, sans toutefois irriguer significativement la pensée de gauche. Cette dernière reste en effet marquée par la priorité donnée à la résolution de la question sociale. C'est l'écho, même lointain et diffus pour certains, de l'analyse marxiste des contradictions du capitalisme : il s'agit d'abord de s'attaquer à la contradiction principale, le rapport capital-travail, et les solutions aux contradictions secondaires, comme la destruction des bases naturelles des sociétés, découleront mécaniquement de la résolution de la première. Cette posture rejoint finalement celle des économistes libéraux, qui font de l'environnement naturel le cadre externe du déploiement de la production, et des problèmes environnementaux des externalités à gérer après coup.

Alors que, dans les années 1990, maints rapports scientifiques sonnent l'alarme, notamment pour le climat, la courbe de Kuznets, liant croissance et réduction des inégalités,

fut étendue à l'environnement : la croissance économique, mesurée toujours par le revenu par habitant, après avoir occasionné des dégâts écologiques, franchirait un seuil au-delà duquel les pollutions tendent à diminuer. Selon ce schéma, contesté depuis et construit à partir de quelques polluants, les produits écologiques font partie des biens dont la demande augmente avec le revenu : il valide scientifiquement l'idée que les problèmes environnementaux sont des problèmes de luxe, qui ne sauraient concerner la part majeure de l'humanité. Il n'en fallait pas plus pour se rassurer devant les craintes de la pression écologique que pourrait provoquer l'extension du mode de développement occidental à l'ensemble du monde et pour s'exonérer des mesures à prendre dans les pays riches.

L'explosion des inégalités à l'intérieur même des sociétés riches et en croissance, et entre les sociétés du Nord et celles du Sud, l'exclusion d'une masse croissante de personnes et leur rejet dans les périphéries du système, tout comme la globalité de la crise écologique et l'irréversibilité de certaines destructions, rendent ces schémas caducs. La sortie de la crise par toujours plus de croissance de la richesse monétaire, fût-elle verte, relève de l'incantation et ne saurait mobiliser les énergies comme ce fut le cas après guerre. L'absurdité de cette logique, qui se heurte à des limites physiques, est patente : si notre destin continue à résider dans toujours plus de production et de consommation, les économies réalisées dans un domaine sont reportées dans un autre, et la pression sur les ressources ne diminue pas, voire augmente. C'est l'effet rebond.

Si nous prenons toute la dimension des transformations actuelles du capitalisme, de ses possibilités d'extension à travers

notamment les industries biotechnologiques, des nouvelles formes de colonisation de la nature, du vivant et de nos représentations, ce n'est pas seulement le travail qui se trouve enchaîné à la mécanique prédatrice du capitalisme, mais l'ensemble des conditions de la vie et de sa reproduction. La profondeur et l'accélération des destructions écologiques, le sacrifice de générations entières d'exclus rendent impératives la mobilisation et la mise en œuvre de véritables projets politiques qui articulent les questions sociales et écologiques. Les morts de l'amiante, les réfugiés climatiques, les paysans spoliés par la marche forcée de l'agriculture productiviste, les victimes de la sécheresse en Afrique et de l'utilisation des pesticides aux Antilles, et tant d'autres, ne sont pas seulement les victimes de l'exploitation du travail. Ils sont les victimes d'une instrumentalisation sans limites de la nature, de sa soumission à la logique du profit et d'un imaginaire capitaliste selon lequel notre destin, en tant qu'humains, est d'augmenter sans cesse la production et la consommation.

C'est la prégnance de l'idéal productiviste qui a pu faire basculer une partie de l'électorat populaire dans le piège du « *Travailler plus pour gagner plus* » et de la « *France qui se lève tôt* ». Combattre aujourd'hui l'idéologie néo-conservatrice et l'attrait qu'elle peut exercer sur des couches sociales fragilisées et sans repères suppose de ne plus considérer l'environnement comme le cadre extérieur des activités humaines, mais bien comme le support de toute activité humaine. Et, précisément, c'est là que l'écologie peut être subversive, car elle montre très concrètement l'impact catastrophique de la logique capitaliste sur l'environnement naturel et la vie des êtres humains.

G. A.

« C'est la prégnance de l'idéal productiviste qui a pu faire basculer une partie de l'électorat populaire dans le piège du "Travailler plus pour gagner plus" et de la "France qui se lève tôt". »



Michel Husson

Économiste, membre de la Fondation Copernic

Les 35 heures, un cas d'école

« Ou bien les effets négatifs sont des attributs inévitables de la RTT et, en ce cas, les 35 heures équivalent forcément à une dégradation des conditions de travail ; ou bien ils sont liés aux modalités pratiques, et il faut le dire. »

LA GAUCHE EST MENACÉE par la tentation de la table rase. Puisque la gauche, ou plutôt les gauches, a vu ses programmes battus, la nécessaire refondation passerait par une révision ou une « modernisation » de ces programmes. C'est très discutable : un programme battu n'est pas forcément mauvais, et il ne suffit pas d'avoir un « bon » programme pour qu'on se mobilise ou qu'on vote pour lui. Il doit paraître souhaitable et crédible, mais il ne doit pas non plus avoir été déconsidéré par des mises en œuvre inachevées. La réduction du temps de travail (RTT) est de ce point de vue un véritable cas d'école.

Les raisons du bilan ambigu des 35 heures sont connues. La gauche gouvernementale a multiplié des aménagements qui ont perverti le projet initial. Le principe de maintien du salaire avait été affirmé et, en contrepartie, des aides publiques avaient été prévues. C'était déjà discutable, mais le pire est que leur attribution a été progressivement déconnectée des créations d'emplois. Pour une baisse de 10 % du temps de travail, il fallait, pour obtenir ces aides publiques, créer 10 % d'emplois dans la loi Robien (votée par la droite

mais facultative) puis 6 % dans la loi Aubry 1, et finalement 0 % dans la loi Aubry 2. Dans le même temps, on multipliait les échappatoires et les restrictions en instituant un régime spécial pour la fonction publique, les entreprises de moins de 20 salariés, en augmentant le quota d'heures supplémentaires au lieu de le réduire, en les « détaxant » en partie (déjà !) dans les entreprises de moins de 20 salariés. L'absence d'exigence quant aux créations d'emplois a permis une intensification du travail, mesurable par le bond en avant de la productivité horaire, et vécue durement par les salariés. Dans la fonction publique, et notamment dans les hôpitaux, le passage aux 35 heures ne s'est accompagné d'aucune création de poste, le gouvernement donnant ainsi le mauvais exemple au patronat du privé. Beaucoup d'accords ont institué un gel durable des salaires, et pas mal de salariés ont perdu du pouvoir d'achat avec la réduction des heures supplémentaires. Pour les femmes employées à temps partiel, rien n'a été fait pour saisir l'occasion d'affirmer le droit à un travail à temps plein (« travailler plus » !). Pourtant, on peut imputer aux 35 heures environ un quart des deux millions d'emplois créés entre 1997 et 2002.

Il faut donc trancher : ou bien les effets négatifs dénoncés sont des attributs inévitables de la RTT et, en ce cas, les 35 heures équivalaient, et équivalent forcément, à plus de flexibilité et à une dégradation des conditions de travail ; ou bien ces effets néfastes sont liés aux modalités pratiques du passage aux 35 heures, et il faut le dire. On est alors au cœur du sujet, qui est d'abord une véritable question d'économie politique. Les projets alternatifs doivent être cohérents et mettre en avant des mesures en adéquation avec l'analyse de la situation. Pour les libéraux, une des principales causes du chômage est le coût trop élevé du travail : donc, il faut le baisser. Il y a là une forte cohérence entre l'analyse et les propositions. Le social-libéralisme ne dispose pas d'une semblable cohérence et mange, en quelque sorte, à tous les râteliers : un peu plus de croissance, un peu plus de formation, un peu plus de flexibilité, mais avec un peu de sécurité aussi, un doigt de réduction du temps de travail et une réforme du financement de la Sécurité sociale qui taxe moins le travail. Mais tout cela est à peu près aussi flou que l'analyse du chômage qui se trouve derrière. Quant à la gauche radicale, son analyse du

chômage est simple : c'est la contrepartie d'une répartition des richesses tordue en faveur des rentiers. Le remède l'est tout autant : il faut renouer avec la RTT et faire payer par les dividendes la création de nouveaux emplois. La conclusion, qui peut paraître conservatrice, est qu'il faut approfondir le projet mais que la refondation d'une véritable gauche ne passe pas par une remise en cause fondamentale de cette analyse du chômage.

Mais il faut aussi que les mesures proposées paraissent crédibles, autrement dit, que les citoyens se les approprient comme un véritable projet. Il existe un degré optimal de radicalisme qui permet de convaincre que ce que l'on propose est à la fois souhaitable et possible. Cela exclut le social-libéralisme, qui propose des choses possibles mais pas enthousiasmantes, et le révolutionnarisme, qui propose des choses souhaitables mais apparemment impossibles. Il ne s'agit d'ailleurs pas de la même définition du possible dans chacune de ces postures, et il faut distinguer ici crédibilité économique et crédibilité politique. Une mesure comme le passage en cinq ans aux 32 heures, avec maintien du pouvoir d'achat et obligation d'embauches, n'attire que dérision de la part des économistes officiels. Un tel projet est pour eux manifestement impossible et anti-économique. Ils ont à la fois raison ou tort selon qu'on conserve ou non les règles actuelles de fonctionnement de l'économie. Une bascule des rentes financières vers les salaires est neutre du point de vue de la compétitivité et de la capacité de financement de l'investissement.

La vraie question n'est donc pas strictement économique : elle est de savoir s'il est possible d'instaurer un rapport de forces suffisant pour imposer cette inflexion majeure. Cela suppose, pour aller vite, d'instaurer une dialectique entre contre-expertise (c'est possible) et mobilisation sociale (c'est ce que nous voulons), et une claire conscience des affrontements sociaux nécessaires. En deçà d'un certain degré de conflictualité, l'espérance de transformation sociale est nulle. Et l'expérience des luttes sociales récentes montre que ce seuil est relativement élevé (davantage en tout cas que celui qui est admissible par le social-libéralisme), mais aussi qu'il est vite atteint. C'est ce qui fonde la raison d'être d'une gauche radicale.

M. H.



Les 35 heures : un combat européen (ici à Madrid).



Yann Moulier Boutang

Économiste, directeur de la rédaction de « Multitudes »*

Combattre le monothéisme du marché

« Nous avons besoin d'une abolition du capitalisme industriel comme nous avons eu besoin d'une abolition du capitalisme esclavagiste. Mais cela va-t-il nous sortir du capitalisme, de tout capitalisme ? »

J'AI L'HABITUDE DE DIRE que la démocratie est une chose trop sérieuse pour qu'on la laisse aux « démocrates de la représentation bourgeoise », que le marché est un mécanisme trop important pour qu'on le laisse aux libéraux ou à la Société du Mont-Pèlerin avec son saint Hayek ! Que le libéralisme politique est trop important pour qu'on le laisse aux libéraux économiques (ils ne sont pas légion traditionnellement dans l'Hexagone) et bien pire encore aux néolibéraux. Et, pour finir, que le capitalisme est une chose trop cruciale pour qu'on le laisse... aux capitalistes.

L'anticapitalisme n'est pas vraiment le fil rouge, tout au plus un fil à couper le beurre. Ni un parti viable, un discriminant sur lequel fonder les alliances depuis la chute du socialisme réel en Russie et en Europe de l'Est et dans le peu ragoûtant hybride chinois qui combine (provisoirement espérons-le) le pire du communisme tyrannique et le pire du capitalisme débridé néo-manchestérien. Il n'est pas non plus un programme praticable à court ou moyen terme, en revanche, c'est une idéologie destinée à se survivre à elle-même, même si elle a perdu toute effectivité, comme aurait dit Hegel. Certes, la colombe paraît voler plus vite dans le vide abyssal du socialisme. J'ai tendance à penser qu'elle ne vole pas du tout.

En revanche, comme culture de base, la « pensée de derrière » (Pascal) que le capitalisme est *historique* (Wallerstein) et qu'il n'est l'horizon indépassable ou l'air que nous respirons que pour les imbéciles, et qu'il contient les éléments de son dépassement, demeure un discriminant de l'intelligence tout court, si nous appelons cela de l'anticapitalisme, alors cet anticapitalisme a un bel avenir devant lui. Cela ne nous avance pas forcément sur le premier niveau (les partis de la politique) ou le second (le programme), mais cette culture historique et critique est la condition *sine qua non*.

Les idées fausses ne deviennent jamais des valeurs solides (sauf dans la poche des marchands de divertissement à Hollywood). Pire, elles engendrent l'équivalent de la « vulgar économie ». L'enfer est pavé des « bons sentiments » qui se donnent libre cours dans la politique vulgaire. L'idée que le capitalisme se réduise au marché, que



Faut-il rejeter le capitalisme en bloc pour lutter contre le chômage, la misère, la précarité ?

le marché soit le diable, la finance la version moderne des deux cents familles dénoncées par le Front populaire, et que la mondialisation veuille dire simplement davantage de domination que sous la férule de ce bon vieil État nation républicain, conduit tout droit au populisme, c'est-à-dire très vite à des alliances catastrophiques.

Le jeu politique vis-à-vis du capitalisme, je le vois ainsi : s'allier avec le capitalisme cognitif contre le capitalisme industriel ; s'appuyer sur le « communisme du capital » et le bloc émergent du nouveau travail productif pour repenser radicalement la démocratie et la représentation, et construire les rapports Nord/Sud. Nous avons besoin d'une abolition du capitalisme industriel comme nous avons eu besoin d'une abolition du capitalisme esclavagiste. Mais cela va-t-il nous sortir du capitalisme, de tout capitalisme ? Pas sûr, mais il n'y a pas d'autre chemin praticable. Reprendrez-vous une dose de « socialisme réel ? ». Non merci. Tout compte fait, mieux vaut combiner la splendide utopie vivante active de la libération ici et maintenant avec Marx en Californie, plutôt que d'aller chercher Adam Smith à Pékin. C'est de ce côté que de nouvelles combinaisons sont à tenter. Celle du revenu inconditionnel d'existence pourrait

bien marquer l'abolition du salariat industriel à laquelle avait rêvé tout le Mouvement ouvrier (jusqu'à la Chartes d'Amiens de la CGT en 1906).

Côté programme, occupons-nous de contrôler davantage la finance que de partir en guerre contre les moulins à vents du marché. Ce n'est pas la réalité complexe des marchés (pluriels) qu'il faut combattre. Ils contiennent même la marche vers la liberté, l'affranchissement de la contrainte au travail (c'est même la seule condition pour que le marché marche). Ce qu'il faut combattre, c'est l'idéologie du monothéisme du marché et tous les bigots de cette idole du forum, avant que celle-ci ne s'effondre dans une succession de crises financières qui effacent les conquêtes des classes moyennes et les ramènent au salariat.

La marchandisation du monde ne sera jamais atteinte. En revanche, la croyance dans la toute-puissance, l'infaillibilité des marchés est une stupidité qu'il faut ridiculiser plutôt que de l'ériger en grand ennemi. Occupons-nous plutôt de nous appuyer sur l'écologie politique pour remplacer le développement indistinct par un programme de préservation de la biosphère (qui voudra dire moins de croissance matérielle) et de développement de la noosphère

(qui voudra dire un développement humain vertigineux).

Sur le plan des valeurs : pour aller jusqu'au bout de la démocratie radicale, aiguïsons la formidable contradiction du capitalisme cognitif : il veut développer, comme nous, la puissance de l'intelligence collective (les nouveaux modèles, comme le *peer to peer*), qui sont la source hégémonique de la valeur et de la nouvelle accumulation. Mais il prétend multiplier les nouvelles clôtures des droits de la propriété intellectuelle pour les réduire à des marchandises étriquées et lugubres. Accélérons l'exploration et la mise en place des nouveaux biens communs. Bill Gates traite Linus Thornvald, Pekka Himanen de « communistes ». C'est ce « communisme »-là qui nous intéresse. Le reste est passé ou littérature.

Méfions-nous : pour consolider des espaces de liberté, ne faisons pas trop confiance à l'État nation, ni aux grandes corporations multinationales. Les politiques publiques à inventer ne sont ni les renationalisations de la production industrielle ni le maintien des services publics (en façade), encore moins le fait de « réindustrialiser les banlieues » ou l'Europe. Les politiques publiques doivent concerner surtout la finance (donc commencer par comprendre ce qu'elle est devenue), la garantie de l'égalité d'accès aux biens, aux connaissances et à l'éducation permanente, les gigantesques monopoles des médias et les tuyaux du numérique. Si les multitudes (comme patients, clients, voyageurs, cybernavigateurs, usagers, étudiants, producteurs) savent s'organiser et faire de la définition des cahiers des charges des services collectifs et de la surveillance de leur exécution un moment d'exercice d'une démocratie effective, la question des services universels (terme européen), et pas exclusivement français, ne se bloquera pas sur le fort Chabrol de la défense du service public.

Nous avons besoin dans un pays trop peu européen, trop napoléonien, de plus de véritable décentralisation, pas de déconcentration, qui est une farce à l'âge de l'informatique. Les traditions libertaire (du côté gauche), libertarienne (du côté droit), et même libérale (au centre politique), sont bienvenues à l'heure où nos Parlements votent régulièrement des lois liberticides sur le droit d'auteurs et le téléchargement sur Internet.

Alors un peu moins de paroles « anticapitalistes » « antilibérales », « anti-marché », et plus d'actes qui augmentent le degré de liberté de nous-mêmes et de nos petits-enfants dans un monde abîmé qui voit se lever un nouveau type de capitalisme. De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace !

Y. M. B.

* Dernier ouvrage paru : *Le Capitalisme cognitif*, éditions Amsterdam.



Jean Gadrey

Économiste, professeur émérite à l'université Lille-1*

La croissance est devenue croyance

« Toujours plus serait devenu toujours mieux. On oublie de se demander : toujours plus de quoi, pour qui et avec quelles conséquences ? »

IL PEUT SEMBLER PARADOXAL de soutenir que la croissance est un concept attaché à un monde en voie de dépérissement. Jamais, en effet, dans l'histoire contemporaine, ce terme n'aura été plus en vogue qu'aujourd'hui et plus au centre des préoccupations des élites politiques de (presque) tous les bords, mais aussi des économistes, devenus, avec les grands patrons, les premiers conseillers du Prince. Tous nous affirment que, sans croissance, les créations d'emplois font défaut, le chômage augmente, les déficits se creusent, la France recule, et les Français vont mal. La croissance est devenue croyance : toujours plus, c'est toujours mieux. On oublie de se demander : toujours plus de quoi, pour qui et avec quelles conséquences ?

Le raisonnement classique : intéressant, mais...

La croissance économique, d'une année sur l'autre, est celle du produit intérieur brut, le PIB. Ce PIB n'est autre que la somme de toutes les valeurs (en termes techniques, les valeurs ajoutées) des productions marchandes réalisées dans un pays au cours d'une année, à laquelle on ajoute les coûts de production des services non marchands (éducation, santé publique, administrations nationales et locales...). Pour gommer les effets de l'inflation, on divise l'indice de croissance de ce PIB « à prix courants » (en euros) par un indice des prix. On obtient alors ce fameux taux de croissance de l'économie, qui tourne autour de + 2 % par an depuis le début des années 2000. Il reflète, en gros, la progression du « volume » ou des quantités de biens et de services produits dans l'économie marchande et par les administrations. Jusque-là tout va bien, si on met de côté de redoutables problèmes de méthodes et de conventions que je n'évoque pas. Comment diable peut-on obtenir qu'une économie veuille bien croître ? Cela n'est possible, sous l'angle de l'offre, que de deux façons (on suppose que la demande reste au rendez-vous). Première façon : travailler plus. S'il y a plus d'heures de travail et que l'efficacité de ce dernier est la même, on produit plus de biens et de services dans l'économie marchande et les administrations. Mais avec moins de temps disponible dans la sphère familiale ou associative et moins de loisirs : cela n'entre pas dans les chiffres de la croissance.

La deuxième façon de faire croître la production économique est de loin la plus importante dans l'histoire. Il s'agit des gains de productivité du travail, qui se résument par la formule : produire plus des mêmes choses avec la même quantité de travail. Jean Fourastié avait montré, par exemple, que, s'il fallait autour de 200 heures de travail pour produire un quintal de blé de l'an 1 000 jusqu'au XVIII^e siècle, avec de fortes variations selon les années, il n'en fallait plus que 30 vers 1950. On en est aujourd'hui à 2,5 heures pour un quintal avec les techniques les plus « productives », en comptant le temps de travail nécessaire à la production des machines et des « intrants » de la production (1). Remarquable contribution à la croissance ! Oui, mais...

L'environnement absent

Le raisonnement précédent repose sur une hypothèse centrale : la tonne de blé moderne est « la même chose » que la tonne de blé ancienne. En apparence, tel est le cas, et l'on peut même probablement invoquer certaines propriétés physico-chimiques attestant de la supériorité des méthodes modernes, si l'on s'en tient aux grains de blé ou à la farine. Seulement voilà : le blé moderne est issu d'une agriculture de plus en plus intensive, qui produit, en même temps que le blé, de considérables dommages collatéraux (des « externalités négatives », disent les économistes). Elle utilise massivement des « intrants » chimiques, pesticides et autres, dont on commence à évaluer les impacts négatifs sur la santé, sur la mise à mal des écosystèmes, sur la disparition d'insectes pollinisateurs. Elle épuise et pollue les nappes phréatiques. Elle a certes remplacé l'énergie humaine par de l'énergie « mécanique » à base de pétrole. Les moteurs des plus gros tracteurs ou moissonneuses batteuses ont une puissance de 500 chevaux et une cylindrée de 10 à 12 litres. Tout cela s'accompagne d'émissions de CO₂, et le pétrole est en voie de raréfaction. Enfin, comme la distance s'accroît entre les lieux de la production agricole à grande échelle et les lieux de transformation et de consommation, le blé ou la farine modernes exigent du transport, lui-même gros pollueur.

Donc le blé intensif « incorpore » toute une série de « défauts » ou de caractéristiques négatives au regard de la « durabilité ». Les mesures de la productivité et de la croissance

les ignorent. Pour en tenir compte, il faudrait déduire de la valeur de ce blé « pollueur » la valeur estimée des dommages collatéraux que sa production et son transport entraînent. C'est délicat, mais envisageable. Qu'obtiendrait-on ? Difficile à dire en l'absence de tels travaux, mais, en s'inspirant des différences de prix entre l'agriculture intensive et l'agriculture bio en France, on peut grossièrement estimer que la productivité ainsi « corrigée » de l'agriculture intensive serait divisée par deux ou plus par rapport à sa valeur brute, en fonction du mode d'évaluation des dégâts écologiques. Ses gains de productivité dans la période récente, celle où elle a le plus malmené la nature, seraient probablement faibles ou nuls. Plus généralement, selon des indicateurs existants, la « croissance corrigée » aurait été nulle depuis 1970 aux États-Unis, et les fantastiques taux de croissance de l'économie chinoise pourraient être divisés par deux !

Créer des emplois sans croissance ?

Si l'agriculture industrielle était convertie par étapes en un système durable, on n'en reviendrait pas pour autant au Moyen-Âge, mais il faudrait envisager un retournement inattendu : l'emploi dans l'agriculture, qui



Pour préserver la planète, peut-on remettre en cause la croissance sans nuire à l'emploi ?

n'a cessé de décroître depuis la révolution industrielle (il ne représente guère plus de 3 % de l'emploi total en France, contre 27 % en 1954), devrait augmenter pour satisfaire une demande durable, avec des « prix durables » (plus élevés) incorporant les exigences nouvelles. On aurait alors une baisse de la productivité, mesurée selon les méthodes actuelles, mais l'emploi progresserait, à production constante. Croissance zéro (dans ce secteur), emploi en hausse ? Impossible, selon les mesures standard. Possible, si l'on tient compte des nécessaires gains de qualité et de durabilité, grands gisements d'emplois du « développement durable », avec la réduction du temps de travail.

Cette perspective n'est pas un retour en arrière. La nouvelle agriculture ferait l'objet d'innovations de production et de commercialisation (c'est déjà le cas). Son efficacité progresserait, mais loin des recettes du productivisme destructeur de l'environnement. Les prix durables pourraient baisser, dans le respect de contraintes naturelles admises, et il faudrait veiller au « pouvoir d'achat durable » des ménages à faibles revenus.

Objection : le remplacement progressif de l'agriculture intensive par une agriculture durable, plus riche en emplois, orientée vers des marchés plus proches, n'est-il pas contraire à l'impératif de nourrir une population mondiale croissante ? Non, au contraire. D'abord, nous n'avons pas vraiment le choix, car, sans de telles mesures, la population mondiale souffrira de catastrophes liées au dérèglement de l'environnement, et les plus pauvres seront aux premières lignes. Ensuite, la FAO (2) elle-même affirme le rôle essentiel d'une agriculture durable pour nourrir l'humanité et maintenir des emplois « au pays ». Ce que confirme le beau livre de Bruno Parmenier (3), qui défend la souveraineté alimentaire comme un droit pour chaque peuple, contre le productivisme mondialisé. On peut étendre cette approche à d'autres secteurs. Par exemple, le remplacement des énergies fossiles par des énergies renouvelables se traduira, au moins dans un

premier temps, par une réduction de la productivité du travail pour chaque Kwh produit. Mais un Kwh propre n'est pas un Kwh sale. Le premier sera initialement plus cher que le second (4), et il faudra ici aussi des mesures en faveur des ménages modestes. C'est le prix à payer pour éviter bien pire qu'une hausse des prix. Mais l'écart de prix se réduira. Et on trouvera une contrepartie dans des créations d'emplois.

Enfin, indépendamment des arguments précédents, les concepts de croissance et de productivité sont mis à mal par un autre constat : la sphère des activités où ils peuvent s'appliquer s'est rétrécie. En France, les seuls secteurs qui ajoutent des emplois sont des services « non industrialisables » : services aux personnes âgées et à la petite enfance, d'éducation, de santé et d'action sociale, services de proximité des associations (culture, loisirs, environnement...) et des collectivités locales, de conseil et d'assistance aux entreprises et aux administrations, etc. Or, la notion de « gain de productivité source de croissance » (produire autant avec moins de travail) est dépourvue de sens dans ces secteurs moteurs de l'emploi : que veut dire une réduction du temps de travail pour des soins aux personnes ou pour des conseils aux organisations, sinon, le plus souvent, une réduction de la qualité de ces soins et de ces conseils ?

Les concepts liés de croissance et de productivité, parce qu'ils sont incapables d'intégrer des critères de qualité (de vie, de l'environnement, des services), négligent la surexploitation des ressources naturelles et les dégâts écologiques. Ils sont, d'autre part, totalement inadaptés à l'économie des services relationnels. La croissance, comme concept, et comme pratique, est une impasse intellectuelle et politique. Son sens est en voie de dépérissement. Comme le monde qui l'a créée.

« Les concepts liés de croissance et de productivité, incapables d'intégrer des critères de qualité, négligent la surexploitation des ressources naturelles et les dégâts écologiques. »

LA SEMAINE PROCHAINE

Croissance Décroissance
Decroissance Croiss
Productivisme Travail
 Antiproductivisme
Antilibéralin
 Temps libre Anticapital
Travail Productivis
 Antiproductiv
Decroissan

Philippe Corcuff, Jean-Marie Harribey, Anne Le Strat, Isabelle Stengers.

J. G.

(1) www.jean-fourastie.org/temoin1.htm

(2) www.fao.org

(3) *Nourrir l'humanité*, La Découverte, 2007.

(4) Voir le scénario *négaWatt 2006*.

* Auteur des *Nouveaux indicateurs de richesse* (avec Florence Jany-Catrice), La Découverte, 2007.

mouvements des idées et des luttes

Un site et une revue. Un espace contre-hégémonique pour une gauche exigeante et critique.
 Chercheurs, journalistes et militants peuvent-ils s'essayer, ensemble, à décrire le monde social et contribuer au débat d'idées ? C'est le pari lancé par la revue *Mouvements* : ouvrir un espace d'information critique, d'enquêtes sociales, de travaux théoriques et d'interpellation politique afin d'intensifier les échanges entre travaux de recherche et espaces de résistance ainsi que de proposition politique.

Le site de la revue, mouvements.info, est un espace réactif de réflexion politique et théorique. Il entend conjuguer le sérieux et la rigueur à un souci de réactivité aux grands débats et faits du moment, et montrer que les sciences sociales peuvent contester ou utilement éclairer les prises de position politiques.

L'édition papier, organisée autour d'un dossier thématique, analyse en détail et dans la durée quelques-unes des questions majeures du débat contemporain.
 Dernier numéro paru (septembre) : **Qui a peur du post-colonial ?**
 Prochain numéro (novembre) : **La « new » droite ? Reconquête du pouvoir et alternatives à gauche.**